

Commission Administrative Paritaire Départementale (CAPD)

Lundi 6 juin 2011

Déclaration de la délégation du SNUipp-FSU

Comme nous le faisons chaque année, nous voulons profiter de cette CAPD pour dresser un premier bilan de l'année scolaire. D'ailleurs, nous pouvons vraiment parler d'un bilan puisque nous n'avons jamais traité le mouvement aussi tardivement dans notre département. Nous y reviendrons ultérieurement.

Nous évoquerons en premier lieu la situation économique et morale de notre pays. Nous savons à quel point le manque d'emplois pèse lourdement sur notre pays. Les situations de chômage de longue durée n'ont jamais été aussi élevées et le nombre de familles se trouvant dans la précarité ne cesse de progresser. Ces familles, nous les voyons quotidiennement à la porte de nos écoles et nous accueillons leurs enfants dans nos classes. À leurs difficultés matérielles, s'ajoutent souvent des difficultés scolaires. L'école devient alors le lieu d'espoirs pour un meilleur avenir. Or, quelles sont les conditions offertes par l'école aujourd'hui ?

■ Une école maternelle qui scolarise de moins en moins d'enfants et dans des conditions dégradées.

■ Un système éducatif qui, dans son ensemble, reproduit les schémas sociaux.

C'est le bilan tiré par les évaluations internationales PISA.

Quelles sont les leçons tirées par le gouvernement ? Supprimer encore et encore des postes d'enseignants, fragiliser le système éducatif dans son ensemble et conduire progressivement ces enfants en dehors de l'école. Les familles sont conscientes de ces dégradations. Même si elles ont confiance dans les enseignants, elles n'ont plus espoir dans notre système éducatif. Tout cela conduit aux résultats électoraux que nous avons connus au printemps.

La problématique du remplacement est une des conséquences des suppressions massives d'enseignants. Contrairement à ce que vous affirmiez, les professeurs des écoles stagiaires jouent véritablement le rôle de variable d'ajustement pour pallier au manque de remplaçants dans notre département. Il suffit pour s'en convaincre d'observer la désorganisation du département lors de leurs journées passées à l'IUFM, et ce quelque soit la période de l'année.

L'année prochaine, nous risquons de connaître une crise du remplacement comme nous n'en avons jamais vécue. Le recours possible à Pôle Emploi pour pallier aux insuffisances est scandaleux et illustre l'impasse dans laquelle s'est engouffré ce gouvernement. Une situation de crise renforcerait la conviction d'un État qui abandonne ses obligations premières.

Chaque jour, nos collègues exercent leur travail, qu'ils aiment, en se débattant dans un carcan de mesures éloignées de la vie des écoles, de la réalité des classes et surtout de l'objectif de faire réussir tous les élèves. Plus que jamais, le SNUipp-FSU demande que les équipes d'écoles disposent de temps et de plus de maîtres que de classes. Ainsi, la différenciation pédagogique ne restera pas qu'une théorie, l'aide aux élèves en difficulté pourra s'effectuer sur le temps de classe, les multiples réunions (équipes éducatives, ESS,

entretiens d'inspection, échanges avec familles...) pourront se faire autrement que dans une urgence préjudiciable pour tous.

Notre système éducatif s'asphyxie un peu plus chaque année et sans l'amour du métier de milliers d'enseignants, l'école française se serait effondrée depuis longtemps. Vous devez faire remonter notre analyse.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, nos métiers n'ont jamais été aussi éloignés l'un de l'autre. Vous êtes au service d'un dogme économique et politique illustré par la suppression d'un fonctionnaire sur deux qui ne vit que de statistiques et d'injonctions délirantes. Nous sommes au service des enfants et de l'école publique et laïque.

Vous êtes le bras articulé d'un gouvernement sans ambitions, nous sommes des experts de l'Education.

Nos collègues croulent sous les messages électroniques institutionnels et les enquêtes statistiques : nombre de PPRE, de maintiens, d'orientation, projet d'école, PPMS, DU, effectifs, évaluations nationales...

Trois sujets récents caractérisent votre mode de fonctionnement :

👉 Les postes fléchés : vous agissez sur cette question avec un seul objectif économique en tête : 100 % des élèves de CE1 à CM2 doivent apprendre l'anglais à moindre coût. Vous décrétez l'interdiction d'y travailler à temps partiel. Cette décision ne s'appuie sur aucune réalité de terrain (nécessité de service, continuité pédagogique).

👉 Le PPMS et le DU : vous avez maintenu votre calendrier de retour de ces dossiers. Là, c'est avant tout une préoccupation statistique qui vous guide suite à la tempête Xynthia. Nous sommes persuadés que sans établir école par école un plan concerté, ces dossiers seront empilés, avec bien d'autres, dans les archives de l'école.

👉 Le livret personnel de compétences : nouveau « dada » de l'institution. Un nouvel outil au service de qui ? Pourquoi ? Si l'utilisation d'un tel document avait pour objectifs une meilleure prise en compte des apprentissages de l'enfant et facilitait ainsi le travail des enseignants, nous pourrions en faire sa promotion. Mais qu'en est-il ? Quelles nouvelles conditions permettront à l'enfant de mieux réussir ? Rien, toujours rien. C'est une nouvelle usine à gaz médiatique pour leurrer les familles. Le SNUipp-FSU appelle les équipes enseignantes à ne pas remplir ce document.

Aussi dès la rentrée, en Vendée comme au niveau national, nous engagerons la profession dans des mouvements pour s'opposer aux dégradations continues de l'Ecole.

Venons-en plus précisément à la situation départementale ; nous ferons un parallèle avec la surdité et l'aveuglement du gouvernement. Si l'Inspecteur d'Académie est simplement un exécutant n'ayant aucune marge d'appréciation et de manœuvre, un Recteur suffit. Pour le SNUipp-FSU, un Inspecteur d'Académie doit pouvoir apprécier le contexte local. Il doit pouvoir prendre ses décisions dans l'intérêt du service public d'éducation, des élèves et des personnels du département. Ce n'est pas le cas.

Dès la réception du calendrier des commissions paritaires nous vous alertons sur les délais intenables. En bloquant les opérations de carte scolaire jusqu'aux élections cantonales, répondant ainsi à des consignes d'ordre politique, comme quelques-uns de vos collègues,



vous avez retardé la gestion des opérations du mouvement. Vous êtes resté sourd à nos remarques : le résultat est là. Ce calendrier ne relève que de votre échelon hiérarchique, vous portez donc l'entièbre responsabilité d'une mauvaise gestion des personnels et du climat qui règne dans vos services. Dans ce contexte, nous tenons à réaffirmer que nous ne remettons pas en cause les compétences et la disponibilité des personnels administratifs.

Sur d'autres points : barème du mouvement, nomination des débutants, organisation de CAPD, temps partiels, postes bloqués, nous avons fait des propositions. Vous ne nous avez jamais entendu. Aujourd'hui, nous constatons des situations aberrantes qui ne grandissent pas l'école que vous dites défendre.

Nous vous demandons :

- d'entendre notre demande de réunion d'une CAPD pour les deux phases d'ajustement du mouvement ;
- d'entendre nos remarques sur la gestion des temps partiels ;
- d'entendre nos remarques sur les barèmes, la notation.

Plus globalement, nous vous demandons de faire confiance aux enseignants, d'entendre le malaise grandissant et d'y répondre par une gestion humaine de chaque situation.

La délégation du SNUipp-FSU 85,

*Stéphanie GUSSARD, Karine ROUSSEAU
Jean-Jacques BOBIN, Pierre CAMINADE, Michel CLOCHON, Michio KURATA.*

